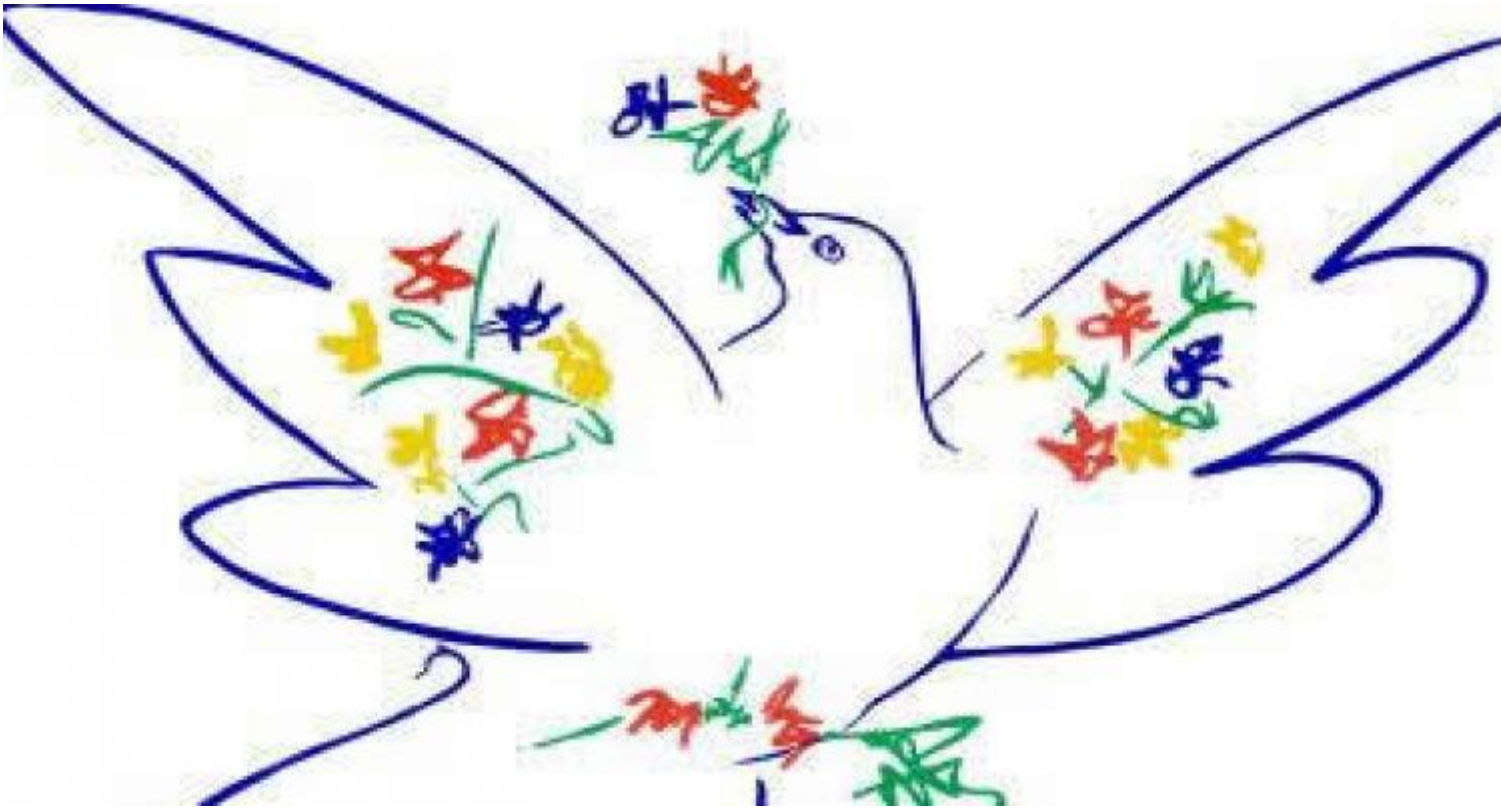
La paix reste vivante en Colombie



Par María Josefina Arce.

La Colombie s'est réveillée cette fin de semaine avec un nouvel accord de paix, fruit des journées de débats intenses et ininterrompues entre les représentants du gouvernement et des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, qui ont fait montre une fois de plus, de volonté politique pour mettre fin à un conflit armé qui durant des décennies a saigné à blanc le pays.

Le chemin n'a pas été facile. Il n'a pas été exempté de désaccords, d'incertitudes et de doutes de ceux qui étaient d'avis que le processus de paix entrait dans une phase de stagnation, suite à la victoire du NON au plébiscite du mois dernier sur l'accord auquel les parties étaient abouties en août dernier.
Mais les deux parties ont écouté la majorité de la population colombienne, qui lors de mobilisations gigantesques et spontanées, avait demandé que la marche vers la paix définitive et la réconciliation en Colombie, ne s'arrête pas.

Face au résultat inattendu du plébiscite, le président Juan Manuel Santos a ouvert un dialogue national avec des partisans du NON et avec plusieurs secteurs pour discuter d'une éventuelle modification de ce traité historique qui a été rendu officiel le 26 septembre dans la ville colombienne de Carthagène des Indes.
Le nouvel accord est donc le résultat des opinions recueillies ces dernières semaines et du travail sérieux et responsable du gouvernement et de la guérilla pour satisfaire les attentes, les inquiétudes, les suggestions de la société colombienne au texte précédent.

Le nouveau document est- de l'avis des deux parties-bien supérieur à l'autre dans la mesure qu'il résout beaucoup de critiques et d'insatisfactions. Parmi d'autres aspects, il reconnaît que le conflit a eu un impact négatif spécial sur les femmes, de telle sorte que des actions différentes et spécifiques pour rétablir leurs droits s'avèrent nécessaires.

L'accord établit qu'au terme de l'abandon des armes, les FARC-AP présenteront un inventaire des biens et des actifs pour les destiner à la réparation matérielle des victimes.
Le nouveau texte précise de façon concrète, les caractéristiques et les mécanismes de la restriction effective de la liberté pour tous les responsables de crimes durant la guerre interne qui a laissé plus de 220 000 morts.
L'accord maintient son engagement envers les zones rurales, moyennant une politique de récupération de la famille paysanne, impulsant l'accès équitable à la terre et créant des conditions de vie dignes.
« Cuba, reconnue à niveau mondial pour sa vocation en faveur de la paix et de la solidarité, a été une nouvelle fois, le théâtre du dialogue qui a permis de parvenir à un nouveau document, qui, tout en incluant les ajustements et les précisions, ne sacrifient pas les convictions présentes dans le premier accord- a déclaré Humberto de la Calle, le chef de la délégation gouvernementale.

Pour sa part le commandant Iván Márquez, chef de l'équipe de la guérilla, a fait savoir que le nouvel accord, qu'il a qualifié de l'accord de l'espérance, est un instrument puissant pour la démocratisation du pays et pour la matérialisation des droits des citoyens.
Des années de rencontres pour arrondir les angles, pour aboutir à des consensus sur des questions épineuses, avec l'accompagnement et la bonne volonté des pays garants, a permis à la Colombie d'entreprendre le chemin de la paix, à ouvrir, désormais une nouvelle page de son histoire.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/112001-la-paix-reste-vivante-en-colombie

Radio Habana Cuba